DUMONS, Bruno, POLLET, Gilles (dir.), *La Fabrique de l'honneur. Les médailles et les décorations en France, XIX^e-XX^e siècles*

Ludovic Salmon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/1793>

DOI : 10.4000/abpo.1793

ISBN : 978-2-7535-1518-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 10 juillet 2010

Pagination : 169-170

ISBN : 978-2-7535-1214-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Ludovic Salmon, « DUMONS, Bruno, POLLET, Gilles (dir.), *La Fabrique de l'honneur. Les médailles et les décorations en France, XIX^e-XX^e siècles* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 117-2 | 2010, mis en ligne le 20 juillet 2012, consulté le 22 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1793>

recrutement par concours, formation en école, avancement selon des règles strictes, garanties d'emploi. Et si peu de préfets ont débuté comme sous-chef de bureau, tout général a commencé par être, au minimum et obligatoirement, sous-lieutenant.

Le passage du statut d'« employé » à celui de « fonctionnaire intermédiaire » est par ailleurs fort variable selon les métiers. À certains égards, la barrière semble parfois encore plus étanche qu'entre « intermédiaires » et hauts fonctionnaires. Certes, Jean Le Bihan montre comment, dans les carrières qu'il étudie, les « temps obscurs de l'aspiration » peuvent conduire à une belle carrière. Mais si l'on peut commencer dans sa profession comme commis aux écritures et devenir chef de division à la préfecture, un instituteur devient rarement professeur de lycée et un agent de police ne devient jamais commissaire dans le monde d'avant la Première Guerre mondiale. Or, pourtant, ces derniers ne proviennent que rarement de la bourgeoisie proprement dite... Mais inversement, on connaît, de moins en moins il est vrai au long du siècle, des officiers « sortis du rang ».

Au total, nous avons ici un ouvrage à la fois novateur par son sujet et par la mobilisation du type de sources utilisées (le recours aux *Annuaire*s, par exemple). Son aspect essentiel, sans doute, réside dans l'analyse d'une hypostase des classes moyennes spécifiquement définie par le service de l'État. Il est donc à la fois une étude de la construction progressive d'un modèle social qui est peut-être particulier à la France (ce qui serait à nuancer), marqué par la création de « corps » de fonctionnaires nationaux de tout niveau jouant un rôle majeur dans l'organisation sociopolitique, une analyse de la construction par ces corps eux-mêmes d'*habitus* et d'une « mentalité administrative » accompagnée de règles de fonctionnement, de recrutement, de carrière et de pratiques, et enfin un jalon important dans la définition des insaisissables classes moyennes, jalon montrant qu'elles ne sont nullement restreintes aux papetiers de Saint-Céré, aux viticulteurs de l'Aude ou aux petits patrons de l'agro-alimentaire mais que nombre de fonctionnaires en font partie et ont leur place dans une étude de la position de ces classes moyennes dans le tissu social et l'action politique. En ce sens, avoir décidé de s'intéresser à ces fonctionnaires intermédiaires constitue un choix judicieux et riche de perspectives historiographiques futures, menés par l'auteur lui-même ou s'inspirant de ses travaux.

Jean-François TANGUY

DUMONS, Bruno, POLLET, Gilles (dir.), *La Fabrique de l'honneur. Les médailles et les décorations en France, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2009, 240 p.

Cet ouvrage collectif est publié sous la direction de Bruno Dumons, chargé de recherches CNRS au Laboratoire de Recherches Historiques Rhône-Alpes à Lyon (ses recherches portent sur l'histoire sociale, politique et religieuse de la France contemporaine), et de Gilles Pollet, professeur de science politique et directeur de l'institut d'études politiques de Lyon depuis 2004 (ses domaines de recherche sont l'analyse des politiques publiques, la constitution des « États-providence », la production des savoirs de gouvernement, la socio-histoire des administrations et gouvernements municipaux, et les rapports centre/périphéries). Il comporte des textes de quatorze autres auteurs qui sont pour la plupart chargés de recherche au CNRS, professeurs d'histoire contemporaine ou professeurs de science politique. Ce livre est, en fait, le résultat d'une journée d'étude qui a eu pour vocation initiale de proposer une rencontre entre historiens, juristes et politistes, visant à intégrer dans la réflexion universitaire l'usage des distinctions honorifiques et la gestion des honneurs.

Le but était d'engager une réflexion sur ce qui a fondé le succès des médailles et des décorations dans la France impériale et républicaine, rejoignant une histoire plus globale des valeurs et des conceptions qui ont été fabriquées par des régimes politiques et des sociétés post-révolutionnaires. L'ouvrage n'a pas pour ambition de passer en revue toutes les distinctions qui ont été créées par les régimes politiques successifs. Bien d'autres distinctions furent en effet créées au sein des ministères ou perçues comme des « croix du peuple » ; elles furent alors imaginées pour satisfaire à la démocratisation de l'honneur, la plupart de ces ordres furent éteints par la réforme gaullienne et remplacés par l'Ordre national du mérite en 1963. L'ouvrage a pour finalité de proposer un état de la réflexion scientifique en cours sur l'étude des décorations (phaléristique) qui n'a pas encore, selon ces auteurs, totalement gagné ses lettres de noblesse dans le champ universitaire. L'ouvrage ne comporte pas de bibliographie, mais les notes permettent de la reconstituer.

L'illustration de couverture n'est pas un choix anodin de la part des auteurs ; on peut voir un tableau d'André Devambez, conservé au Musée national de la Légion d'honneur, avec comme légende « le général Dubail remettant les insignes d'officier de la Légion d'honneur à une américaine Mrs Brown pour son action humanitaire lors de la Grande Guerre (août 1930) ». L'intérêt du tableau réside non seulement dans le fait qu'on voit une femme être décorée, ce qui, à l'époque, n'est pas fréquent, mais il réside aussi dans la personnalité du général de division Yvon Dubail qui était Grand-Croix de la Légion d'honneur, mais fut aussi le créateur de la société puis du musée (1925) de la Légion d'honneur.

L'ouvrage s'articule en deux parties. Tout d'abord, il s'attache à considérer la mise en œuvre de ces nouvelles techniques de gouvernement que sont les décorations par des régimes et des institutions politiques qui ont marqué la France au XIX^e siècle. La seconde partie s'attache principalement au siècle suivant et à l'emploi républicain du management honorifique que la République a parfaitement intégré dans son art de gouverner.

Vue sur deux siècles d'existence, l'histoire de la Légion d'honneur concerne plus d'un million de personnes ; les auteurs se focalisent donc davantage sur des approches problématiques et des études de cas. La difficulté qu'il y a à reconstituer de manière systématique l'itinéraire d'un futur décoré, entre le dossier de la proposition préfectorale et celui qui a été remis par un service ministériel à la Grande Chancellerie, à la suite d'une décision favorable, a donc conduit les auteurs à opérer un autre choix, celui de privilégier une approche par le bas, en partant des sources initiales, celles du dossier constitué au département et du premier échelon du dossier de proposition.

Les auteurs ont donc opté pour une méthode qui n'envisageait plus une analyse complète du processus de fabrication du décoré mais qui s'attachait davantage à fournir une photographie, établie à la source, des citoyens que les régimes politiques et les sociétés post-révolutionnaires veulent honorer dans un département, véritable prisme des forces qui animent une société.

En conclusion on peut reprendre les propos de Frédéric Caille dans l'ultime partie de l'ouvrage : « Les décorations sont certes un moyen de gouverner [...] mais elles sont également le support d'expression, de diffusion, voire de défense de certaines valeurs éthiques dont la portée relève d'une morale personnelle, laquelle par définition s'enracine dans des réalités sociales ou culturelles, tout en s'efforçant de les transcender en direction de l'universel. »

Ludovic SALMON

étudiant en licence Histoire, université Rennes 2